

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 38 (2001)
Heft: 1457

Artikel: Lutte contre la pauvreté : savoir de quoi l'on parle
Autor: Gagnebin, Lala
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1010348>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Savoir de quoi l'on parle

Premier article d'une série consacrée à la pauvreté dans le tiers-monde.

L'économiste Ravi Kanbur a été chargé par la Banque mondiale de préparer un rapport sur la pauvreté dans le monde.

Présentation des résultats, en trois axes.

DANS SON NUMÉRO 1453, *DP* présentait les réflexions de la cheffe des affaires sociales de la ville de Zurich au sujet des formes nouvelles de la pauvreté et de la nécessaire adaptation des instruments à disposition des autorités. Pour Monika Stocker, les pauvres ne sont pas ceux qu'on imagine ; il faut d'abord les connaître et identifier leurs besoins. La prestation doit être discutée avec la personne bénéficiaire et faire l'objet d'un accord avec elle et la communauté toute entière doit s'engager.

Dans une suite d'articles, nous passerons en revue différents aspects de la pauvreté dans le tiers-monde et les moyens mis en œuvre pour la combattre. Il apparaît que ce constat et ces expériences présentent un intérêt pour les pays dits développés. Et tout d'abord, un effort de définition.

Combattre la pauvreté

Sur le plan international, des institutions telles que les Nations Unies, la Banque mondiale ou l'OCDE se sont penchées sur la question et ont donné leur définition de la pauvreté.

La définition de la Banque mondiale commence par une citation d'Amartya Sen, l'économiste indien contestataire, titulaire du prix Nobel en 1998 : « Les pauvres ne jouissent pas des libertés essentielles d'action et de choix que l'on tient généralement pour acquises ». Loin d'être liée au seul revenu, la pauvreté est multidimensionnelle. Les pauvres ne peuvent pas se nourrir, se loger, s'éduquer, se soigner convenablement et n'ont donc pas de possibilités d'épanouissement personnel. De plus, ils sont souvent maltraités par les services publics et n'ont pas d'influence sur les grandes décisions politiques, économiques et sociales qui modèlent leur existence. Finalement ils sont les premières victimes de l'insécurité.

Selon cette description, il semble à première vue que tout peut être acquis moyennant paiement et qu'il suffirait de remplir les poches des pauvres pour qu'ils s'en sortent. Erreur. La scolarisation des filles n'a pas de corrélation directe avec le revenu des familles. L'espérance de vie peut aussi varier indépendamment de la situation financière : au Kerala, dans le sud de l'Inde, elle est supérieure à celle des habitants de Washington. Et le virus

du sida a quasiment anéanti tous les progrès faits depuis l'indépendance des pays d'Afrique australe.

Ravi Kanbur, l'économiste chargé par la Banque mondiale de préparer le rapport 2000/2001 sur la pauvreté, et son équipe, ont interrogé environ 20 000 femmes et hommes démunis dans vingt-trois pays. Ils en concluent à une stratégie en trois axes : le développement des opportunités, l'insertion et la sécurité matérielle.

Par opportunité, Kanbur entend la création d'emplois, le crédit, les moyens de transports, les marchés pour écouler les produits mais aussi l'eau, les écoles et les services de santé. La croissance économique est donc nécessaire mais pas une croissance qui augmente les inégalités.

L'insertion résulte d'une démarche politique qui implique une étroite collaboration entre les plus démunis, qui doivent pouvoir s'exprimer, agir et être représentés, et les services publics. Les services publics sont en effet trop souvent conçus par les classes moyennes pour les classes moyennes, et même pas pour tous les membres de ces classes moyennes. Il convient d'éliminer les obstacles sociaux et institutionnels érigés par les distinctions d'âge, de sexe, d'origine et de statut social et de donner la priorité dans les dépenses publiques aux besoins des pauvres.

Quant à la sécurité matérielle, c'est à l'Etat de prendre des mesures pour atténuer la vulnérabilité des pauvres face aux chocs économiques, aux catastrophes naturelles, à une santé déficiente, à la violence physique.

Démissions bruyantes

Malheureusement pour lui, Ravi Kanbur s'est attaqué aux politiques économiques néo-libérales qui, selon lui, sont responsables des inégalités croissantes. Quand la première version du rapport a été envoyée au gouvernement américain, Alan Greenspan lui-même, le directeur de la Réserve fédérale, a demandé que le texte soit expurgé de toutes les critiques à l'égard de la théorie dominante. Ravi Kanbur a démissionné avec fracas. C'est le deuxième économiste de renom – le premier était George Stiglitz – à quitter la Banque mondiale pour des raisons éthiques. Lala Gagnebin